



La participation au développement local : Le cas du Niger

mercredi 3 avril 2019

Geneviève Simard
Janvier 2008

Bien que depuis l'époque coloniale, le thème de la participation soit présent dans les discours et les pratiques du développement, on observe une évolution marquante de son importance. La participation des populations locales est devenue un élément majeur des discours et des stratégies de lutte contre la pauvreté mises de l'avant par les institutions multilatérales de développement. Les approches participatives contribueraient à l'« empowerment » des populations défavorisées par un renforcement de leurs pouvoirs à promouvoir leurs intérêts et à prendre part aux décisions qui les concernent. De plus, en contribuant à une prise en charge du développement par les populations, la participation améliorerait le succès et la pérennité des actions et programmes de développement. Puisque l'atteinte de ces objectifs implique une reconfiguration des rapports de pouvoir, cette étude démontre, à travers l'analyse du discours de la Banque mondiale, la nécessité d'envisager la participation dans une perspective politique. Dans le contexte où le type de participation mis en pratique varie selon les individus et organisations, il existe une abondante littérature critique ayant démontré le décalage entre le discours et la réalité des dynamiques à l'oeuvre lors des interventions de développement.

Ce mémoire se propose donc de dégager les enjeux et limites de la participation afin de poser un regard plus nuancé sur cette approche d'intervention. Adoptant une méthodologie de recherche utilisant des sources documentaires ainsi que des données de terrain, nous avons investigué la manière dont la participation se traduit en pratique dans le champ du développement local au Niger. Ainsi, l'approche participative est envisagée au Niger, de manière utilitaire, comme étant l'unique stratégie d'intervention en mesure d'assurer l'appropriation locale et la pérennité des actions réalisées. En évacuant la dimension politique qu'associe actuellement la Banque mondiale à la participation, on constate que ce concept est mis en pratique à travers un modèle qui ne peut contribuer à une transformation profonde des rapports de forces au profit des groupes les plus pauvres.

L'introduction d'un projet dans l'arène politique local est confrontée à une dynamique complexe de logiques d'action et d'enjeux de pouvoir. On constate un décalage quasi inévitable entre les populations visées et celles qui réellement participeront et influenceront les actions d'un projet afin de tirer profit des ressources qu'il introduit dans l'espace villageois. Ainsi, le modèle de participation du Niger, fondée sur la réalisation de diagnostics participatifs ainsi que sur la mise en place de structures censées assurer la participation des villageois à la prise de décision, s'avère éloigné des ambitions qui lui sont attribuées dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. La méconnaissance qu'ont les intervenants extérieurs des mécanismes de paupérisation de l'espace politique local a pour conséquence l'instrumentalisation du projet par les pouvoirs locaux. Dans le contexte où ces acteurs se trouvent dans l'incapacité d'orienter la

participation de manière à ce qu'elle bénéficie aux plus démunis, non seulement les projets ne remettent pas en question les rapports d'inégalité et de domination au sein des collectivités locales mais peuvent même induire une exclusion accrue des groupes d'acteurs les plus pauvres.